

**« Les rendez vous de l'Histoire »
Blois, 11 octobre 2013**

**« La CGT et la guerre! Et le pacifisme alors! »
Syndicalisme, pacifisme, internationalisme »***

Organisé par l'Institut d'Histoire Sociale CGT de la Région Centre et le Comité Régional CGT

Exposé de Jean-Pierre Page Ancien responsable des Relations Internationales de la CGT,
et ancien membre de la commission exécutive confédérale de la CGT

PACIFISME ET INTERNATIONALISME : L'EXEMPLE DE LA CGT !

Luttes pour la paix, actions contre les guerres coloniales et l'impérialisme, solidarité internationaliste constituent depuis sa naissance des engagements fondateurs de la CGT. On n'aura de cesse de rappeler que la CGT est aussi née contre la guerre et qu'elle s'est transformée à travers son combat internationaliste tout au long du 20^{me} siècle !

Ces principes ont toujours donné lieu dans la CGT, le Mouvement Syndical Français et international à des débats allant parfois jusqu'à la division et la scission. Ils furent depuis la naissance de la CGT animés d'une part par les tenants d'une vision réformiste et de collaboration de classe avec la bourgeoisie et d'autre part par les partisans d'une conception de luttes des classes et de rupture avec le capitalisme! Rien ne fut jamais acquis d'avance, et rien n'est jamais définitivement tranché ! Pour autant ce sont ses traits identitaires, ses débats, ses victoires et ses défaites qui ont forgé la CGT tout au long de son histoire, une histoire fondé sur les valeurs inséparables qui sont celles du Mouvement ouvrier Français et international.

Pendant près d'un siècle elles ont valu un grand prestige international à la CGT !

Celui-ci constitue un patrimoine dont ses syndiqués sont fiers mais dont ils doivent continuer à être comptables et cela d'autant que de nombreux militants et dirigeants de la CGT ont sacrifiés leur vie pour un idéal de fraternité, de solidarité humaine, de coopération entre les travailleurs et les peuples dans un monde définitivement débarrassé des guerres !

C'est pourquoi il est importe de militer en faveur d'une réappropriation de l'histoire du mouvement ouvrier par ses acteurs eux mêmes ! C'est d'autant plus important que certains dans le mouvement syndical et ailleurs

confondent pensée critique et réécriture de l'histoire. Ils cherchent ainsi à gommer les contradictions fondamentales, les contradictions de classe en pratiquant l'ostracisme, la censure tout comme en cultivant une forme d'ignorance médiocre qui cherche à enfermer le débat dans un discours consensuelle qui se garde de poser les vraies questions !

Alors que ces mêmes considèrent comme idéaliste voir obsolète cette opinion, elle est en réalité plus actuelle et moderne que jamais, justement parce que nous sommes confrontés à la crise du capitalisme et à celle de la domination impérialiste d'une minorité sur le reste de l'humanité!

Chacun sent obscurément qu'il se passe quelque chose. Nous sommes entrés dans une dynamique apparemment chaotique, elle correspond aux traits de ce que l'on appelle une période de transition ou encore... un changement d'époque. Elle n'est pas sans opportunités!

Ainsi par exemple on a jamais autant critiquée et questionnée le prétendue « exceptionnalisme américain » « véritable insulte à l'égalité des humains » comme l'ont montré cette année les interventions de nombreux chefs d'état et de gouvernements à la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU.

*« Notre survie dépendra du degré de détermination que nous engageons pour la défense de la vie et de la vitesse avec laquelle nous remplissons notre devoir urgent visant à créer une Organisation mondiale indépendante de l'Empire, et capable de lutter efficacement contre les différentes crises convergentes qui nous assaillent, et **par dessus tout**, contre l'Origine principale, c'est-à-dire les Etats-Unis, qui sont possédés par le démon de la Full Spectrum Dominance, du contrôle total et absolu de la planète Terre. »*

Renoncer à ce combat et cette ambition serait renoncée à être nous mêmes !

Par conséquent on ne saurait réfléchir à ce qui nous réunit aujourd'hui indépendamment de ce qui nous a forgé, et nous rassemble quand bien même les différences donnerent lieu et donnent lieu encore à des débats passionnés et contradictoires ! Tant il est vrai que « celui qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir. »

Je voudrai donc évoquer ici 4 sujets :

- Le combat pour la paix et les principes de solidarité internationale de la CGT, avant et après la première guerre mondiale !
- Les luttes contre les guerres coloniales, l'OTAN et les ambitions impérialistes de suprématie mondiale.
- De l'Europe aux menaces de guerre, la Syrie !
- Nos responsabilités syndicales.

I

C'est le 19 avril 1915 à Mort Mare en Meurthe et Moselle que furent fusillés pour l'exemple et sur ordre du Général Deletoile : le caporal Antoine Morange, les soldats Félix Beaudy et Henry Prébost parce qu'ils avaient refusé avec leur compagnie d'en finir avec une tranchée allemande mais surtout parce qu'ils étaient adhérents et militants de la CGT ! « *Ils étaient morts par la patrie, et non pour la patrie* »

Mais d'abord quelques dates en forme de repères :

Après la création de la 1^{ère} Internationale ouvrière, le fameux « *Prolétaires de tous les pays, unissez vous* » du Manifeste Communiste en 1848, la défaite de la guerre de 1870 et les massacres de la Commune, les travailleurs se réorganisent, Friedrich Engels contribue après la mort de Marx à la fondation de la seconde Internationale en 1889. Avec la création de la CGT on assiste en 1895 à la conclusion d'un long processus, original, de débats intenses qui vont avec la fédéralisation permettre la création d'un Centre National interprofessionnel pour l'animation et la coordination des luttes. En 1906 a lieu le Congrès d'Amiens et la charte qui y est votée devient la référence théorique du syndicalisme français, celles des conceptions de lutte de classes et du syndicalisme révolutionnaire !

1912 : La CGT est la seule confédération syndicale existante en France, elle compte 700 000 adhérents sur un total de 7 millions de salariés. Le 24 novembre, elle tient un congrès extraordinaire sur le thème de l'action préventive contre la [guerre](#).

1913 : Se constitue le [Secrétariat syndical international](#) (CSI) auquel participe la CGT. Le 25 février, la CGT publie un manifeste [antimilitariste](#).

•

1914 : La CGT compte alors environ 300 000 adhérents. Elle organise des manifestations syndicales contre la guerre le 27 juillet. Le 31 juillet Jean Jaurès est assassiné ! Le 1^{er} août c'est la mobilisation générale et le début d'un conflit mondial, il va durer 4 ans ! Le 3 août, c'est la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Le 4 août, la CGT rallie l'[Union sacrée](#). Lors du CCN de la CGT, tenu du 26 novembre au 5 décembre, seule une minorité se prononce contre la guerre. En septembre 1914 Léon Jouhaux secrétaire général de la CGT entre au Comité de Secours national, délégué à la Nation pour « *soutenir le moral du pays et l'effort de guerre* ». Seule une minorité rassemblée autour de la Fédération des Métaux et du groupe de « *La vie ouvrière* » combat les orientations du groupe dirigeant!

•

1915 : Après la démission de Pierre Monatte de la direction de la CGT, le 3 janvier, en protestation contre le ralliement de celle-ci à l'Union Sacrée, la guerre fait chuter les effectifs à 50 000 adhérents.

1917 Dans l'année, on compte 696 [grèves](#) et 293 810 grévistes en France. Parallèlement, les effectifs remontent à 300 000. Les 6 et 7 novembre c'est la rupture de l'Union sacrée. Au même moment éclate la [Révolution d'Octobre](#) en Russie. Dans les heures qui suivent le déclenchement de la Révolution Lénine fait approuver le fameux Décret sur la [paix](#). Il annonce l'abolition de la [diplomatie](#) secrète et la proposition, à tous les pays en guerre, d'entamer des pourparlers « *en vue d'une paix équitable et démocratique, immédiate, sans annexions et sans indemnités* ». Seule l'Allemagne accepte !

1919 : 25 mars : « *on vote la loi sur les [conventions collectives](#). 28 mars : la loi supprimant le travail de nuit dans les boulangeries. Le 23 avril : les lois sur la journée de 8 heures* ». Le 1^{er} mai grève générale de 24 heures est marquée par 500 000 manifestants à Paris (1 mort). La CGT passe à un effectif de 1 million et demi d'adhérents. Dans l'année, on compte 2 206 grèves et 1 160 000 grévistes en France ». Le 30 avril : [Pierre Monatte](#) crée les [Comités syndicalistes révolutionnaires](#). En décembre 1920 dans la salle des Manèges joutant l'Abbaye St Julien de Tours la majorité du PS créer le PCF. En 1921, les partisans de la lutte des classes vont gagner progressivement en influence au point de faire pratiquement jeu égal avec les réformistes au Congrès de Lille de la CGT. Toutefois bien que faisant tout pour préserver l'unité, les minoritaires seront exclus et constitueront la CGTU au congrès de St Etienne en 1922, ils rejoindront dans ces circonstances les rangs de la jeune *Internationale Syndicale Rouge* ou *Profintern* née de la Révolution d'Octobre.

Au contraire de la [Fédération syndicale internationale](#) créée en 1919 qui maintient une politique de présence dans les institutions de la [Société des Nations](#), l'ISR privilégie l'action revendicative sur le terrain. Elle s'implique aussi beaucoup sur les questions internationales, comme par exemple, au sujet de l'Occupation de la [Ruhr](#) contre laquelle la CGTU lance ses mots d'ordre de grève politique, en lien avec l'ISR et l'[Internationale communiste](#). Elle favorise aussi l'action des syndicalistes des pays colonisés ou dominés, comme en [Chine](#).

Après l'arrivée d'[Hitler](#) au pouvoir, l'ISR, à la suite de l'[Internationale communiste](#) change de tactique, et propose le 7 mars 1935 une conférence commune à la [Fédération syndicale internationale](#) pour le rétablissement de l'unité. Des discussions démarrent donc au niveau international, mais avant même qu'elles soient finalisées, des centrales rouges ont déjà intégré les rangs de la FSI, comme par exemple la CGTU en France.

Devant cette situation, l'ISR se dissout à la fin de 1937. Les syndicats rouges essayent alors de s'affilier à la FSI. Cette dernière envoie une délégation à [Moscou](#) en novembre 1937 pour discuter avec les syndicats soviétiques. Mais les [accords de Munich](#), puis le [Pacte germano-soviétique](#) interrompent les contacts. Ils reprendront après l'invasion de l'[Union soviétique](#) par les troupes allemandes pour préparer la création de la [Fédération syndicale mondiale](#) (FSM).

Mais revenons quelques années en arrière : le 12 octobre 1925 éclate la guerre du

Rif. La troupe est massivement mobilisé contre le révolutionnaire Marocain Abdel Krim et les forces qui le soutiennent, comme l'Internationale communiste. C'est à mes yeux un événement fondateur, le premier grand engagement internationaliste pour la toute jeune CGTU et le tout aussi jeune PCF. La différence avec la CGT et le PS est alors sensible !

Car dans la tradition d'avant 1914, la CGT accepte le fait colonial, ayant seulement la volonté d'y introduire davantage de justice et d'humanité. La CGTU, elle, renverse totalement ce discours. Avec la révolution bolchevik, la constitution de *l'Internationale communiste*, et de *l'Internationale syndicale rouge* (ISR), une nouvelle orientation est mise en avant: la défense de l'indépendance nationale des pays dépendants, la communauté de combat entre colonisés et prolétaires. Celle-ci est censée s'imposer !

Toutefois, l'internationalisme ne se décrète pas ! Pas plus qu'il ne saurait être une pétition morale, il n'a de sens que dans la mesure où il contribue aux luttes et donc au rapport des forces à l'échelle nationale et mondiale, c'est à quoi veut s'employer la CGTU.

Dans les années qui suivent la fin de la 1^{ère} guerre mondiale, on ne peut encore parler de rupture radicale, mais le mouvement est engagé. On peut lire de nombreux articles dans la *Vie Ouvrière*! Un groupe de jeunes militants, dont certains issus des colonies, prend au sérieux les nouveaux principes.

Mais revenons en à 1925 et la guerre du Rif en France, une campagne d'une violence inouïe se met en place pour expliquer que, plus que les intérêts français, c'est la «civilisation occidentale» qui est menacée. Abd El-Krim, soutenu par son peuple et par l'Internationale communiste, est présenté comme l'enfant monstrueux de deux fanatismes: l'islam et le communisme. Les Rifains sont surnommés par une certaine presse les «Boches de l'Afrique». Les hommes politiques de tous bords se livrent à des effets de manche. Les journaux rivalisent dans les descriptions des atrocités de ces «indigènes» retournés à l'état sauvage. Décidément les medias d'aujourd'hui n'ont rien à envier à ceux d'hier!

Mais la CGTU, le PCF et des intellectuels prestigieux rassemblés autour de Barbusse et des surréalistes comme Aragon se mobilisent au sein d'un Comité d'action contre la guerre du Rif. Ils affirment avec force un principe anticolonialiste sans ambiguïté: «*Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à disposer d'eux-mêmes*

Un mot d'ordre de grève générale est lancé pour le 12 octobre 1925. C'est une première et une traduction concrète du principe "*d'internationalisme prolétarien*"! Il y aura des centaines d'arrestations, de lourdes peines de prison, et même un mort l'ors de la manifestation Parisienne. Gaston Monmousseau, directeur de *la Vie ouvrière* parlera de 1 million de grévistes et de centaines de milliers d'autres sous d'autres formes!

La lecture des textes de la CGT, en tout cas, ne laisse aucun doute sur l'hostilité farouche que nourrissaient ses dirigeants –et sans doute nombre de ses adhérents– à l'égard de la CGTU en général et de la grève en particulier.

Malgré ces obstacles et pourtant dans un climat particulièrement défavorable, les organisations de la CGTU ont visé très haut: faire la démonstration que l'internationalisme pouvait passer – ou plutôt commençait à passer – dans les actes. Les grévistes d'octobre 1925 étaient en tout état de cause minoritaires, mais ils ont marqué de leur empreinte l'histoire sociale et politique française.

Avec la réunification de la CGT en 1936 et l'avènement du Front Populaire, la CGT va inscrire dans le préambule de ses statuts: les principes fondateurs du syndicalisme démocratique, de masse et de classe. Comme on le sait la CGT prend une place décisive dans les grèves et les occupations d'usine. En 1937 elle compte 5 millions d'adhérents !

Le 18 juillet 1936, alors que l'euphorie consécutive à l'Accord de Matignon commence à retomber, la guerre civile espagnole éclate. Elle va passionner la vie politique française et commencer à diviser le rassemblement populaire. De nombreuses similitudes vont contribuer à faire de ce conflit extérieur une affaire française. Géographiquement proche, l'Espagne est surtout une jeune République fragile, née en avril 1931 et gouvernée depuis février 1936 par une coalition de *Frente Popular!* La guerre civile en Espagne va devenir un des autres actes fondateurs de l'internationalisme de la CGT.

Elle se dresse immédiatement contre le coup d'État franquiste et affirme dans une déclaration solennelle son soutien au peuple espagnol «*La CGT française adresse au peuple Espagnol et à l'UGT l'expression de son admiration fraternelle pour sa lutte contre la réaction et le fascisme.*

La lutte des républicains espagnols est présentée comme une lutte universelle contre le fascisme, et la CGT met l'accent sur les conséquences d'une éventuelle victoire franquiste.

Dès la ratification de la non-intervention par les principales puissances, le Bureau de la CGT se prononce contre. La CGT va alors s'engager pour tenter d'obtenir une réorientation de la politique gouvernementale française, dirigée par le PS et Léon Blum.

De son côté la FSI réclame la réouverture de la frontière espagnole pour le passage du matériel de guerre principalement soviétique. Elle demande également que le droit du gouvernement espagnol de s'acheter des armes lui soit légalement reconnu. La démarche est vaine et, le 1er avril 1939, la République espagnole est vaincue. Aux yeux de la CGT, la non-intervention est la principale responsable de cette défaite.

Contre le gouvernement de la non intervention le soutien des militants et des syndicats CGT ne se sera jamais démenti ! Elle va aller du secours aux enfants d'Espagne, à la fourniture des armes jusqu'au héroïques brigades internationales.

Les évènements d'Espagne vont accélérer la montée du fascisme et la guerre. La bourgeoisie est partout à la contre offensive et la riposte en France se développe dans de mauvaises conditions du fait des attermolements des dirigeants confédéraux de la CGT!

L'anticommunisme est entretenu et les communistes vont être exclus du bureau confédéral de la CGT et de la commission administrative! Plus de 600 syndicats seront dissous.

Sous la direction de Benoit Frachon, les militants exclus et ceux qui ne sont pas arrêtés, internés deviendront les futurs cadres de la résistance armée. On sait ici ce que furent les sacrifices de nos prédécesseurs, le courage héroïque de certains qui au plus fort du drame de la guerre entendait renouer la chaîne de fraternité entre les ouvriers de France et d'Allemagne. Allant comme Timbaud dirigeant des métallos de la région parisienne jusqu'à crier "*vive le parti communiste allemand*" devant le peloton d'exécution

Ce qu'il faut évidemment retenir de cette période qui a si profondément marqué notre histoire c'est que le combat de classe contre le fascisme et pour l'indépendance nationale doit reposer sur la justice sociale. Ce n'est pas sans raisons que dans la clandestinité et à la tête des combats de la résistance Benoit Frachon appelait « *à ne pas oublier de se battre pour les revendications* » ! C'est donc fort logiquement que les premiers grands mouvements de masse contre l'occupant et la collaboration s'appuient sur les revendications. En 1941 la grève des mineurs du Nord Pas de Calais sera le déclencheur !

On pourrait évoquer également bien d'autres exemples, en particulier celui des militants de chez Renault dont le patron/collaborateur Louis Renault participait à l'effort de guerre allemande. Plus de 70 ans après sa famille entend de nouveau obtenir réhabilitation et réparation. Il faut se féliciter que la mobilisation et la campagne impulsés par les militants de la CGT et anciens dirigeants du syndicat CGT de Billancourt a rendu vain cet affront à la centaine de combattants de la résistance déportés ou fusillés au Mont Valérien, ces travailleurs de chez Renault, ces syndicalistes qui furent de tous les combats "*pour le pain et la liberté*".

En 1943, l'unité syndicale se reconstitue. La CGT est alors partie prenante du CNR ou siège plusieurs de ses dirigeants. La CGT va contribuer à y inscrire les engagements sociaux, économiques et culturels qui deviendront les piliers, du redressement de la nation, après la trahison de la France par les industriels et les collaborateurs. La grève générale insurrectionnelle avec occupation contre l'occupant nazi et le régime

de Vichy dont le signal sera donné par les cheminots de Vitry sur Seine et la CGT le 10 août 1944 deviendra une des plus belles pages de l'histoire ouvrière internationale.

Aujourd'hui face à une politique toute dévouée aux intérêts du Capital au plan national et international ces objectifs du CNR gardent non seulement toute leur pertinence mais implique de les revendiquer comme autant d'objectifs de lutte syndicale !

Après la libération et la réunification, la CGT compte 6 millions d'adhérents, d'importants succès vont être obtenus.

« Seule la classe ouvrière sera restée dans sa masse fidèle à la patrie profanée, » comme devait le rappeler François Mauriac !

Entre temps sur les décombres du fascisme a été créer la « *Fédération Syndicale Mondiale* » en octobre 1945 à Paris et Louis Saillant secrétaire de la CGT en est devenu le secrétaire général.

Lors de l'annonce du *Plan Marshall* le 5 juin 1947, les organisations de la FSM se partagent entre ceux qui le refusent catégoriquement (syndicats soviétiques, la CGT, la CGIL Italienne) et ceux qui l'acceptent (syndicats nord-américains, britanniques, scandinaves). En mars 1948, « [l'AFL](#) » convoque à [Londres](#) une conférence des organisations syndicales partisans du *Plan Marshall*, qu'elles soient ou non membres de la FSM. De fait l'unité a vécu. En janvier 1949, le « *Trade Union* » (TUC) britannique demande la suspension des activités de la FSM compte tenu de la situation. En décembre 1949, ils fondent la « [Confédération internationale des syndicats libres](#) » avec l'implication directe du gouvernement américain et celle de la CIA. La CISL se transformera beaucoup plus tard en « *Confédération Syndicale Internationale* » (CSI) à laquelle la CGT décidera d'adhérer en 2006 après son affiliation à la Confédération Européenne des Syndicats » (CES) en 1999.

Au niveau national, plusieurs confédérations syndicales connaîtront des scissions, c'est le cas de la CGT ou les opposants par anti communisme vont former la [Confédération générale du travail - Force ouvrière](#) ou encore en [Italie](#) avec la scission en 1948 de la *CGIL*.

L'année 1947 est une des plus difficiles de l'après guerre!

La pénurie alimentaire se conjugue avec la hausse des prix. Le gouvernement est de plus en plus sensible à la pression des USA qui veulent, au moyen du plan Marshall, renforcer leur hégémonie sur les pays européens affaiblis par la guerre.

La scission perpétrée dans la CGT puis dans la FSM signifie bientôt l'entrée dans une nouvelle phase des luttes de classes en France et dans le monde. Les risques d'une 3ème guerre mondiale sont alors considérables en particulier avec le conflit en

Corée et l'affaire de Suez. En France, la bourgeoisie entend rétablir pleinement son hégémonie pour mettre en cause les acquis sociaux et démocratiques du programme du « *Conseil National de la Résistance* » (CNR), en collusion avec les forces réformistes dont elle a cherché par la scission de la CGT à élargir l'espace, tout en diminuant l'influence du syndicalisme de classe. Au plan international, les USA, rompant l'unité antifasciste, s'engagent dans la politique de guerre froide.

À ce stade je veux souligner la cohérence du combat de la CGT, forgé dans celui de la résistance à l'envahisseur. Depuis la grande Révolution Française et les Lumières le patrimoine national s'est enrichi à travers la conscience du peuple de l'idée de Nation, celui de souveraineté populaire. On retrouve là le lointain héritage de Valmy qui faisait dire si bien à Goethe présent à la bataille, et plein de lucidité - : « *De ce lieu et de ce jour date une nouvelle époque dans l'histoire du monde* ». Il ne s'y était pas trompé, Valmy, fut aussi le début d'une longue et périlleuse marche pour la liberté des peuples...

Mais Valmy est avant tout une victoire symbolique de la Nation. On est ainsi passé de l'éveil de la Nation Française, à celui du passage à sa maturité. La Nation prend tout son sens. Le peuple a pris largement part à la bataille, non plus pour un Roi tuteur, mais pour lui-même, pour sa liberté pour l'égalité et la fraternité entre les peuples.

Valmy, ce n'est pas simplement la première victoire de la République, c'est sa naissance. Et plus tard cela aura une influence considérable dans les combats contre l'occupant, puis contre la constitution du marché unique européen et la vassalisation de l'Europe à l'Empire, jusqu'au soutien aux luttes de libération nationale. L'internationalisme est aussi fondé sur ces principes, car si défendre souveraineté nationale et souveraineté populaire ne font qu'un et si nous revendiquons ce droit pour nous mêmes alors nous nous devons de le reconnaître pour tous les autres peuples, et c'est ensemble que nous devons le défendre!

Ainsi de Valmy, à la Commune de Paris, des mutineries de 1917 qu'évoque la chanson de Craonne à la fraternisation avec les travailleurs et les soldats allemands de la Ruhr, de la solidarité aux insurgés du Rif, au combat internationaliste aux côtés des républicains espagnols, du "*vive le PC Allemand*" de Timbaud, jusqu'aux combats contre le plan Marshall, les guerres coloniales, le traité de Maastricht, le projet de Constitution Européenne, et les guerres impérialistes on retrouve un fil continu dans l'engagement de la CGT. Celui ci demeure le combat pour l'indépendance nationale, celui de la souveraineté, du refus de l'ingérence étrangère et celui de la justice sociale. Tout cela forme un tout qu'on ne saurait découper en tranches! Cette position de classe qui faisait dire à Jaurès, « *que si le capitalisme porte en lui la guerre comme l'orage porte la nuée* », lui faisait ajouter, « *nous ne sortirons de l'iniquité qu'en sortant du capitalisme!* »

Avec la fin de la seconde guerre mondiale l'impérialisme va s'adapter à la situation nouvelle, au rapport des forces issues de la victoire sur le fascisme : le camp socialiste s'est renforcé en particulier avec l'avènement de la République Populaire de Chine, dans les pays capitalistes développés les travailleurs sont à l'offensive en particulier en France et en Italie, le Mouvement de libération nationale se développe. Après la défaite de Dien Bien Phu, et le désastre de l'affaire de Suez le colonialisme Français est partout en accusation et menacé. En Indochine, à Madagascar, au Cameroun, en Algérie le bilan est accablant et terriblement accusateur!

On pourrait continuer ainsi y compris jusqu'à la Yougoslavie, l'Irak, la Lybie, le Mali et si ils en avaient pas été empêché: la Syrie!

La CGT en toute indépendance va s'opposer à ces guerres et mobilisés en permanence les travailleurs contre les politiques mises en oeuvre par les différents gouvernements! La CGT est la seule organisation syndicale qui cohérente avec ses combats antérieurs va contribuer par une solidarité sans faille avec les peuples en lutte pour leur indépendance et leur émancipation de la tutelle coloniale. Il y a là un enseignement majeur : le combat internationaliste pour être efficace et conséquent doit être orienté dans l'action contre l'impérialisme de son propre pays. Symbolique de cette affirmation fut le combat extraordinaire des dockers Marseillais, de Port de Bouc, de Brest ou de la Rochelle la Palice qui refusèrent en 1950 de charger le matériel de guerre pour l'Indochine. Cette épopée dont André Stil parle si bien dans son livre « *Le premier choc* » précèdera le film longtemps interdit « *Le Rendez vous des quais* » de Paul Carpita ! Tout aussi significatif furent les combats pour la paix en Algérie jusqu'au martyrs de Charonne et au sacrifice de tant de militants combattants pour l'indépendance, je pense à notre ami Henri Alleg, celui qui dénonça dans « *la Question* » l'usage de la torture !

Le soutien au Mouvement de libération nationale et pour la paix fut ainsi un engagement de principe de la CGT, mais par dessus tout un engagement concret pris en charge par les syndicats CGT dans les entreprises. Comment ne pas se souvenir des campagnes contre l'agression américaine au Vietnam, au Laos, au Cambodge, contre la répression de masse en Indonésie et au Soudan, de l'engagement aux côtés des combattants contre le système d'Apartheid en Afrique Australe, ou avec les peuples Palestiniens., Syriens et Libanais, ou encore pour dénoncer les dictatures en Amérique Latine comme au Chili ou en Colombie, pour soutenir Cuba et sa Révolution mais également on l'oublie trop souvent avec les démocrates victimes du Maccarthisme comme les Rosenberg, et depuis pour la libération d'Angela Davis, de Mumia Abu Jamal et de syndicalistes en Amérique du Nord.

Combien de syndicalistes et futurs hommes politiques Africains ont ainsi été préparés au combat pour l'indépendance dans les écoles de la CGT, dans leurs pays clandestinement ou encore en France. Ainsi Ahmed Sekou Touré premier président de la Guinée souveraine et qui eu le courage de dire Non au Général de Gaulle.

Comment ne pas évoquer la place qu'occupait l'école de la FSM de Brazzaville longtemps animé par des militants de la CGT. Il faudrait parler aussi des activités en Afrique de ce grand résistant commandant des Milices Patriotiques, militant de la CGT, internationaliste conséquent, Maurice Gastaud qui savait parler non sans humour de cette nuit de Noël passé sous les bombes à Luanda! Plus récemment la formation de syndicalistes de nombreux pays dont la Chine fut assumée à travers le CERCIC-CGT/Institut Louis Saillant. ou encore la recherche à travers les activités de l'ISERES CGT et son groupe de réflexion internationale !

Ainsi le combat pour la paix devint inséparable de la solidarité internationaliste, de la recherche de la coopération, de la compréhension et de l'amitié entre les peuples !

Je le répète rien de tout cela n'aurait été possible sans une orientation claire, des principes partagés et pris en charge par les syndicats CGT d'entreprise, les Fédérations, les Régions et UD, les UL. Ce sont là les raisons principales qui firent de la CGT une organisation respectée y compris par ses adversaires et une confédération syndicale incontournable au plan international !

Pour la CGT comme pour les organisations adhérentes à la FSM de cette époque, l'action pour la paix, l'internationalisme doit être conçue comme un engagement de lutte à part entière. L'Appel de Stockholm en 1949 à l'initiative de Joliot Curie et du Mouvement mondial des partisans de la paix contre l'armement nucléaire à laquelle la CGT contribua se couvra de millions de signatures.

Le développement des relations à la base entre travailleurs du monde était conçu comme un outil de compréhension entre les peuples et les pays. Plus cette compréhension était profonde et plus étroit étaient les rapports directs entre ouvriers et syndicats. Par conséquent plus faibles étaient les risques de voir se reproduire des catastrophes, de nouvelles guerres comme on l'avait vu avec les bombardement *d'Hiroshima et Nagasaki*. Dénonciation à laquelle la CGT s'honorait de contribuer en participant chaque année aux rassemblements pacifistes aux côtés des syndicalistes et pacifistes Japonais, ou encore en participant aux Marches pour la paix en Allemagne, ou en mobilisant les travailleurs et l'opinion contre les essais nucléaires Français en militant à Murora aux côtés des syndicalistes Polynésiens mais aussi ceux d'Australie et de Nouvelle Zélande ou enfin aux côtés du Mouvement de la Paix Français et de l'Appel des Cent que présidait Georges Ségué pour exiger « ni Pershing ni SS20 ».

Bien évidemment cette conception se heurta de front à la politique de réarmement du gouvernement français, aux bases américaines en Europe, au renforcement de la puissance de l'OTAN, mis en place pour hier faire pièce à la place occupée par le camp socialiste et aujourd'hui dans un but de pillage et de domination impérialiste sur l'humanité toute entière!

Ces combats n'ont de sens et ne sauraient être utiles que si ils sont en premier lieu orientés pour ce qui nous concerne contre les choix, les politiques, et les pratiques

impérialistes du gouvernement Français.

Pour la CGT son engagement en faveur de la Paix devrait poursuivre à mes yeux au moins 4 objectifs :

1- la lutte contre la course aux armements à laquelle se livre de nombreux pays en dénonçant le gaspillage des sommes d'argent considérables utilisées pour le budget militaire et qui pourraient être, réinvesties afin de répondre aux besoins de développement et de justice sociale de l'humanité toute entière. Les dépenses d'armement se sont élevées pour 2010 à 1230 milliards d'euros. Le marché mondial des armes a augmenté de 30% en 4 ans et pourrait doubler d'ici 2020. La France est le 3^{ème} exportateur mondial. Alors que dans le même temps la demande alimentaire n'a cessé de croître dans le monde et que l'eau est devenu un enjeu planétaire en particulier du fait du changement climatique qui accroît la sécheresse. 12 jours après le début de l'engagement Français au Mali, la facture aura été de plus de 30 millions d'euros, combien depuis ? Or le Mali compte parmi les pays les plus pauvres d'Afrique, l'espérance de vie y est de 54ans, en milieu rural seulement 53% de la population a accès à l'eau et 43,6% des Maliens vivent en dessous du seuil de pauvreté

2- la lutte contre la prolifération des armes nucléaires afin d'arriver à terme à leur disparition tout comme pour ce qui concerne les armes chimiques dont on connaît l'usage qu'en firent les Etats Unis en Yougoslavie, et en Irak avec les défoliants et les bombes à uranium appauvrie, ou encore au Vietnam avec de l'agent orange dont ce pays subit toujours les conséquences. De 1967 à 1973 les USA déversèrent 80 millions de litres d'un puissant herbicide rompant toute la chaîne alimentaire. L'agent orange, provoqua des centaines de milliers de victimes et encore aujourd'hui 40 ans après ! Si exiger cela de la Syrie est une bonne chose, il faut être cohérent et commencer par démanteler les productions d'armes chimiques des pays riches à commencer par les USA, et la France !

3- la résolution pacifique des conflits par la négociation. Ainsi par exemple si est posé le problème du désarmement du Proche Orient cela devrait impliqué de le poser de façon non sélective en envisageant la situation de certains pays sous l'angle de leur rôle politique et financier comme l'Arabie Saoudite et le Qatar ou encore la Turquie et la Jordanie qui servent de bases arrière à l'agression contre la Syrie, enfin en exigeant la dénucléarisation d'Israël !

4- la reconnaissance des droits souverains des peuples à disposer d'eux mêmes comme le proclame la Charte des Nations Unies. Alors qu'en réalité prévaut l'unilatéralisme dans les relations internationales, il faut y substituer le multilatéralisme ! L'ingérence des pays capitalistes à la recherche de nouveaux pillages des richesses est systématique afin d'accroître leurs zones d'influence, permettant ainsi une véritable recolonisation présentés au nom des droits de l'homme comme le montre l'usage qui est fait de ce nouveau concept de « *responsabilité à protéger* » ou R2P, qui a succédé à « *l'ingérence humanitaire* »

cher à Bernard Kouchner.

Quant à L'OTAN c'est un outil central de l'impérialisme étasunien contemporain qui continue à s'abriter derrière des valeurs énoncées dans *le Traité de Washington* et qui n'a pas un adversaire mais qui considère comme adversaire toute tentative d'émancipation politique, toute recherche de développement national autonome, toute aspiration à échapper au talon de fer des firmes transnationales et des distributeurs des dollars de l'assujettissement.

“Les Etats-Unis ne représentent que les intérêts de leur Complexe militaro-industriel » comme l'avait fort bien déclaré le Président des USA Dwight Eisenhower, qui devait bien savoir de quoi il parlait.”

La question qui est posée est celle de la capacité de cette énorme puissance militaire qu'est devenu l'OTAN à se maintenir alors qu'elle a de moins en moins les moyens financiers de ces appétits de pouvoir mondial

Les troupes russes retirées d'Allemagne et des pays de l'Est, le pacte de Varsovie disparu, l'URSS dissoute, l'OTAN continue cherche à se renforcer et à s'étendre.

Confirmée comme un outil de l'hégémonisme étasunien L'OTAN peut changer d'adversaire mais pas de raison d'être : *dominer*. Elle et ses membres ont suffisamment piétinés les droits de l'homme et les valeurs dont ils se réclament pour ne pas être pris au sérieux. L'OTAN peut effrayer, peut même terroriser les autres états par l'énormité de ses moyens militaires. Cependant à bien observer la réussite de ces interventions « *postcommunistes* » on tire deux leçons :

1-L'OTAN ne s'attaque qu'à des adversaires militairement très faibles : Yougoslavie, Afghanistan, Lybie...mais elle ne gagne pas en Afghanistan c'est le moins qu'on puisse dire avec les Talibans contrôlant la presque totalité du pays.

2- Enfin et surtout du point de vue géopolitique global, l'hégémonisme étasunien et l'OTAN sont contestés ! Des alliances anti hégémoniques se constituent c'est une donnée nouvelle qui change les choses et va dorénavant dans le sens d'une réorganisation multipolaire du monde.

- En Amérique Latine : par la création récente de l'*UNASUR* outil de coordination des politiques militaires des Etats latino- américains qui sans être une alliance ouvre la voie à une autonomie stratégique du continent ;
- En Eurasie : par la création de l'*Organisation de Coopération de Shanghai* qui permet la coordination stratégique des deux plus grandes puissances du continent : Chine et Russie avec comme associés/observateurs : l'Inde, le Pakistan, l'Iran.

Par ailleurs l'OTAN comme les Etats Unis sous-traitent de plus en plus tout ou

partie de leur activités. Comme l'a révélé les affaires Snowden, celle de Wikileaks, ou du soldat Manning pas moins de 16 agences de renseignements fonctionnent pour le compte des Etats Unis employant 107 000 personnes dont 22000 contractuels pour un budget de 52 milliards de \$ auquel il faut rajouter les 23 milliards du Pentagone! Les entreprises de sécurité représentent à elles seules près de 200.000 personnes principalement en Irak et Afghanistan qui coutent plus d'1 milliard de \$ au budget fédéral des Etats Unis.

La capacité militaire tactique des Etats-Unis et de l'OTAN est énorme et leurs capacités de destruction formidables mais stratégiquement les pays de cette alliance vieillie ne représentent que les tenants d'un système de domination néocolonial en déclin qui n'est plus porté que par les couches dirigeantes de pays ne rassemblant qu'un peu plus de 10 % de la population du globe et qui ne conserve plus comme monopole que celui de la menace de mort et du chantage économique et financier. Toutes les autres capacités : scientifiques, techniques, industrielles intellectuelles, artistiques étant désormais réparties dans le reste du monde, c'est-à-dire la très grande majorité, de l'humanité vivante.

III

Il n'est pas de domaine où « l'Europe » ne soit synonyme de régression. On nous avait annoncé surtout après la disparition de l'Union Soviétique que l'Europe allait définitivement connaître la paix et le plein emploi. Or nous avons eu la guerre en Yougoslavie, et les tensions se poursuivent : à Chypre entre Grecques et Turques, dans les Balkans entre Grecques et Macédoniens, entre Wallons et Flamands en Belgique, entre le Sud et le Nord de l'Italie et même entre Anglais et Ecosais. D'une façon plus générale entre le nord et le sud de l'Europe. La tragédie de Lampedusa n'est elle pas là pour nous le rappeler, et cela sans parler de la montée du racisme, de l'intolérance et de la haine que cela soit à l'égard des Roms ou d'autres peuples.

A ce sujet il faut souligner que si pour la *Fédération syndicale mondiale* (FSM) le doute n'est pas permis : le coupable de la tragédie de Lampedusa , « c'est la mondialisation capitaliste » Cette réaction contraste avec [celle de la CSI](#) , l'autre centrale syndicale mondiale, qui parle du "*droit de tout Etat de contrôler ses frontières*" et qui ajoute : "*Avec une population qui vieillit rapidement, l'Europe doit trouver de nouveaux moyens de contrôle des frontières d'équilibrage et la politique de la migration de travail. Créer des canaux réguliers de migration, en collaboration avec les véritables acteurs du monde du travail - à savoir les ministères du travail, des employeurs et des organisations de travailleurs* ".

Le premier ministre luxembourgeois, le très libéral Jean-Claude Juncker, qui était encore il y a peu le président de l'euro groupe, a déclaré au mois de mars « *Les démons qui ont conduit à l'explosion de la Première Guerre mondiale sont peut-être endormis, mais ils n'ont pas disparu et je pense que les tensions que nous connaissons aujourd'hui rappellent celles qui prévalaient en 1913.* »

Sur le plan économique, c'est un véritable fiasco, la récession est partout à l'ordre du jour et la vassalisation économique-financière vis-à-vis de notre suzerain, pardon ! partenaire principal, nous entraîne chaque jour un peu plus vers de nouvelles catastrophes dont les peuples en Europe payent l'addition !

Sur le plan social, l'Europe de l'emploi avec 27 millions de chômeurs est devenue une farce tragique, il n'y a guère que la CES pour encore justifier l'injustifiable et se déclarer prête à négocier plus de libéralisation et de précarité ! Sur le plan politique, après l'échec de Lisbonne et celui du référendum irlandais il y a fort à penser que si l'on généralisait ce principe démocratique de consultation des citoyens, l'Union européenne et l'euro trembleraient sur leurs bases comme nous l'avons vu après le succès acquis contre le projet de Constitution Européenne qui donna lieu à un débat important et contradictoire dans la CGT ! Avec les prochaines élections Européennes, on aura une nouvelle occasion de vérifier ce que représente l'Europe pour les travailleurs. Bon sujet de réflexion pour le Mouvement syndical et la CGT en particulier, d'autant ces élections sont devenues « la priorité » des activités prochaines de la *Confédération Européenne des Syndicats* (CES)! Pourtant la consultation et le vote sont des sujets que le rapport Cohen-Tanugi intitulé "*Euro monde 2015*, préconise de modifier dans les constitutions nationales, parce que souligne l'auteur: "*On ne peut plus faire de referendums nationaux*" ! Il suffisait d'y penser!

Sur le plan de la sécurité, jamais l'Europe depuis la deuxième guerre mondiale ne s'est trouvée confrontée à autant des risques de conflits ! Au point dit-on que Bruxelles voudrait voir se calmer le jeu entre Russes et Etats-Uniens au sujet du bouclier de défense anti-missiles.

Le nouveau concept stratégique de l'UE est en préparation et sera en discussion au Conseil en décembre 2013. Celui-ci est assez remarquable !

Le manque total d'une vision globale est frappant mais les visées en sont éclatantes à plus d'un titre, que peut-on y lire?

- Aucune précision sur les buts à poursuivre et par quels moyens les réaliser.
- Pratiquement aucune mention n'est faite au sujet de la « *diplomatie européenne* » qui, cependant, devrait jouer le rôle prioritaire dans le développement de la politique commune de sécurité par la réalisation des buts assignés par le concept stratégique ;
- Tout le document suppose implicitement une totale dépendance, un encadrement à travers les structures hypothétiques futures de l'OTAN alors que cette dernière se trouve en transformation fondamentale .
- Toute la réflexion est axée sur la volonté d'accroître la capacité

d'interventions militaires de l'UE, en coordination avec les pays membres, l'OTAN et donc implicitement, avec les Etats-Unis d'Amérique qui en partie se dégageraient de l'Europe. Or rien ne prouve cette croyance, sauf le discours de Washington qui est désireux de disposer des armées mercenaires européennes financées par les Européens, lui permettant de réduire son propre budget surdimensionné en augmentant l'effort budgétaire européen, malgré les politiques de restrictions continues en Europe.

A propos des interventions souhaitées « *hors-zone* », l'extension de ce territoire apparaît sans fin ni limites. Le document évoque simplement les « *voisinages des voisinages* » qui risque de s'étendre au monde entier.

Tout le document réfléchit en termes militaires et du point de vue des entreprises privées du secteur de défense et de sécurité, entreprises non sécurisées face à l'espionnage militaire ou économique.

Le document insiste sur les « *nouveaux acteurs* », dans le monde sans les identifier. Evidemment, pas de réponse à la question de savoir que faire de la dépendance de l'UE vis à vis de quelques multinationales de défense et de sécurité ou encore pétrolières. Or, on le sait, elles sont peu nombreuses selon les secteurs et forment des redoutables oligopoles. Aussi peu concurrentielle que possible, elles dictent leurs technologies, fixent leurs productions et imposent leurs prix. L'industrie des drones à usage militaire l'illustre cela parfaitement, tout en ajoutant que le gouvernement Hollande/Valls envisage l'utilisation de drones pour la surveillance des Français au nom de la lutte contre la criminalité !

Pourtant les secteurs industriels liés à la défense et à la sécurité collectives constituent des « *biens publics* ». En tant que tels, il conviendrait dans une « démocratie » de les soumettre à la nationalisation ou du moins au contrôle public, stricte et transparent.

Il est normal qu'avec une telle logique, la France et l'Europe se donnent un système de défense-sécurité totalement intégré à l'OTAN et qui désigne clairement l'ennemi extérieur et intérieur.

Cette énumération, je pourrais la poursuivre en évoquant les perspectives d'accélération de l'intégration économique transatlantique !

Pour toutes ces raisons, l'Europe, est un fiasco et vouloir *la reformer, la réorienter, ou la reconstruire au nom d'une hypothétique Europe sociale, ou d'une Europe refondée* est un leurre et donc un danger, à commencer pour les peuples d'Europe eux-mêmes.

En fait l'Europe est à l'image de la crise du système capitaliste dont elle est issue, et il ne pourrait en être autrement, technocratique ou pas! C'est la nature même de la chose qui produit de tels effets ! À mes yeux il n'y a donc pas d'arrangements

possibles, sauf à vouloir choisir le pire !

Cela appelle des décisions politiques conformes à ce que les peuples et les travailleurs attendent, et franchement, aujourd'hui ce n'est pas du côté de l'Union européenne qu'ils attendent une réponse à leurs problèmes et à leurs interrogations sur l'avenir. À y regarder de plus près, ce serait même plutôt l'inverse !

Je veux évoquer maintenant ce qui touchent au conflit le plus récent : la situation en Syrie et aux responsabilités du Syndicalisme.

Comme pour bien d'autres sujets si on veut agir sur les conséquences il faut faire le choix de s'attaquer en premier lieu aux causes !

Il est clair que les enjeux géo stratégiques de cette région véritable poudrière avec de plus Israël disposant de l'arme nucléaire sont au cœur des causes véritables de cette guerre. Comme ce fut le cas pour la Yougoslavie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, le Soudan, le Mali les préoccupations économiques ne sont pas loin. En effet, la région dispose de près de la moitié des réserves pétrolières et gazières, à quoi il faut ajouter un sujet capital le contrôle des corridors maritimes et terrestres, ce qui explique en partie pour quoi Obama, mais aussi la Chine, la Russie entendent renforcer sensiblement leurs moyens maritimes. La Chine veut ainsi ressusciter l'ancienne « route de la soie » ! Enfin les forces de l'intégrisme radical et terroriste ! Ceux là mêmes qui sont encouragé et manipulé en sous main par les Etats Unis et les occidentaux dont la France et ne sont pas sans menacer de déstabilisation les frontières de la Russie ou celle encore de la Chine. Le chaos constitue en effet un moyen que l'impérialisme entend utiliser simultanément avec le « *soft power* » et le « *hard power* » théoriser par Joseph Nye.

A ce stade on invoque régulièrement l'action de l'ONU comme si celle ci constituait une autorité indépendante disposant de moyens lui permettant de résoudre les conflits. Comme on peut de le lire dans une revue d'histoire du Mouvement Syndical, certains le font même avec un certain angélisme, au point d'utiliser l'ONU comme la solution miracle aux problèmes du monde ! Si cela était le cas cela se verrait. En fait l'ONU dans son fonctionnement comme dans son orientation est le reflet du rapport des forces internationales. Quant à ses moyens, Ils sont en particulier s'agissant des droits de l'homme totalement dépendant des contributeurs occidentaux au premier rang desquels les USA.

Si on prend le seul cas du « *Haut Commissariat aux droits de l'homme* » à Genève on découvrira que plus de 80% des postes sont des emplois précaires financés en dehors du budget général de l'ONU par les Fonds volontaires, c'est à dire principalement par les pays occidentaux et surtout les USA.

Il ne faut donc pas s'étonner de l'adoption sans discussion et encore moins sans vote du concept de « *responsabilité à protéger* » (R2P), véritable paravent pour

camoufler les pires exactions de l'impérialisme. Ce concept fait suite au « *droit d'ingérence humanitaire* » auquel une partie importante des partis de la gauche européenne, des syndicats s'est rallier ou encore des principales ONG qui y adhèrent sans nuances d'autant que dans ce cas leur source de financement en dépend, comme on le voit pour la Syrie après l'avoir vu pour la Libye et bien d'autres pays !

Si on les suivait on pourrait ainsi déboucher sur une logique irréfutable « des Syriens tuent des Syriens alors maintenant nous devons tuer des Syriens pour les empêcher de tuer des Syriens »

Comme on l'a vu précédemment avec la Lybie les États-Unis, la France en particulier justifient l'intervention militaire en Syrie sur des bases humanitaires. Les violations des droits de l'Homme seraient la raison de la guerre. Pourtant, une action militaire ne constitue pas un remède, dans ce cas, bien au contraire. Au Kosovo et en Libye, le nombre de réfugiés et de victimes s'est considérablement accru, après l'intervention. Ensuite, depuis des lustres, les États-Unis sont sourds aux souffrances des Palestiniens et ils aident des pays comme l'Arabie Saoudite et Bahreïn à opprimer de façon sanglante leur propre population. Cette guerre ne tourne pas donc autour des droits de l'Homme, mais bien d'intérêts géostratégiques.

En fait la Syrie s'inscrit dans la stratégie à long terme des États-Unis dans la région. Selon Obama, les États-Unis doivent être un « *Primus inter pares* », le premier parmi « des égaux pour la forme ». Cette vision est soutenue par des groupes de réflexion de l'élite mondiale comme la *Trilatérale* ou le *groupe de Bilderberg*, et des fondations comme le *National Endowment for Democracy* dont le budget et l'orientation est décidé conjointement par le Département d'Etat, la CIA, et la Confédération Syndicale US pilier de la CSI ex CISL : l'AFL-CIO.

Dans cette partie de bras de fer qui se joue au niveau mondial la croissance économique qui caractérise la Chine et l'Inde contraste avec la crise aiguë qui touche l'Occident, ces deux pays qui représentent un tiers de l'humanité semblent et peuvent prétendre jouer un rôle central dans le monde. Bien que les deux pays soient encore très loin de la puissance militaire américaine, leur indépendance politique peut à terme constituer un risque pour la position dominante des USA dans le monde. Mais les deux pays sont également vulnérables : pour leur croissance, ils ont besoin d'énormes quantités de pétrole et de gaz, qu'ils se procurent souvent dans le Moyen-Orient.

Ce n'est pas un hasard si, en 2004, les États-Unis ont publié un plan en vue d'un « *Nouveau Moyen-Orient* », ayant pour but de placer la région sous leur contrôle via des réformes politiques et économiques. En cas de conflit ouvert, les États-Unis espèrent pouvoir ainsi fermer le robinet à pétrole et à gaz en direction de la Chine ou de l'Inde. Mais le principal obstacle à leur hégémonie totale dans le Moyen-Orient est l'indépendance politique et économique relative de certains pays, comme la Syrie.

Wesley Clarke, ancien général quatre étoiles américain et commandant de l'Otan, raconte comment, en 2001 déjà, il avait pu lire un document secret des autorités américaines expliquant, « *comment nous allons anéantir sept pays en cinq ans, à commencer par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie et le Soudan et, enfin, l'Iran.* »

De même, les révoltes arabes et la crise économique ont accru pour les États-Unis la difficulté à tout contrôler comme ils l'entendaient. N'empêche, entre-temps, le Soudan qui regorge de pétrole s'est scindé en deux pays, l'Irak et la Libye ont été anéantis à coups de bombes et un embargo économique étrangle l'Iran, la destruction et le pillage de la Syrie se poursuit, jusqu'au déménagement d'entreprises syriennes de l'autre côté de la frontière avec la Turquie.

Tout cela n'est pas nouveau et les États-Unis savent la stabilité des pays indépendants de diverses manières : sanction, guerre, coups d'État, soutien à l'opposition voire déstabilisation interne via des groupes terroristes, via des coups d'État, voir à travers l'action d'ONG et de ce que l'on a coutume d'appeler le rôle de la « société civile » autre concept à la mode dont on nous rabat les oreilles ! Cette « société civile » dont on ambitionne qu'elle se substitue aux états, aux gouvernements, au concept de Nation et qui figure comme tel dans la réforme des Nations Unies. Comme on le voit actuellement en Amérique Latine au Venezuela tout particulièrement après la Yougoslavie, l'Ukraine, la Géorgie, le Kirghizstan, la Libye, la Syrie, l'Égypte qui ont connu des « *printemps* » ou des « *révolutions* » de toutes les couleurs.

Ainsi en Syrie, les États-Unis, la France se servent de la « *Coalition* » comme le « *représentant légitime du peuple syrien* » et accordent une aide politique, matérielle et militaire à la rébellion armée et aux émules d'Al Quaida. Ce qui a jeté de l'huile sur le feu et a eu pour conséquence de marginaliser ceux qui voulaient négocier une démocratisation du régime de Damas.

C'est pourquoi et à long terme, la seule solution réside dans une solution politique des Syriens, par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

Ce sont les Syriens, et non les forces étrangères, qui doivent décider à quoi doit ressembler le système politique syrien et la place que doivent y occuper les autorités actuelles. Défendre cette position au plan syndical serait être fidèle à l'histoire et aux principes défendus par la CGT. Le faire partager avec d'autres syndicats en Europe et dans le Monde contribuerait sur des bases claires à renforcer le mouvement contre la guerre et toute intervention militaire ! Il y a de ce point vu énormément à faire pour éviter d'aller vers une nouvelle confrontation mondiale !

Cette escalade et ces risques les États-Unis et la France entendent les assumer. C'est pourquoi la maison Blanche a déposé sur la table l'option de la guerre ouverte et

monter avec la France cette affaire d'armes chimiques qui depuis a fait long feu après les fermes initiatives de la Russie. Celles-ci ont complètement changé la donne, et isolé totalement la France ridiculisé par l'amateurisme de son gouvernement. Comme on l'a constaté qui parle aujourd'hui de ce bombardement à l'arme chimique dans la banlieue de Damas ? Curieusement plus aucun des médias ! Sans doute parce que les preuves s'accumulent sur le fait que cette action était en fait montée par les rebelles pour en faire porter la responsabilité au gouvernement Syrien.

Celui-ci reçoit le soutien économique et militaire de l'Iran et de la Russie qui ont leurs propres intérêts. Toutefois, indépendamment de leurs motivations propres, ils jouent un rôle fondamentalement différent de celui des États-Unis. Ils s'érigent en défenseurs de la souveraineté syrienne et ils mettent un frein à la destruction de l'État syrien par l'impérialisme américain. Par ailleurs l'Iran a parfaitement compris que cette guerre à laquelle participe directement et entre autre l'Arabie Saoudite et le Qatar, est en fait dirigé contre Téhéran.

Quant à Israël elle reçoit des États-Unis des milliards de dollars d'aide économique et militaire afin de garantir sa survie et l'influence des USA dans la région.

Les décisions fondamentales pour les Syriens devront en dernière analyse prises à Damas, et non à Washington.

Le fait que l'opinion publique européenne, américaine et internationale est en grande partie hostile à la guerre a joué un rôle essentiel dans cette évolution. Mais la mobilisation ne saurait fléchir et le mouvement syndical se doit d'y contribuer concrètement en développant ses initiatives propres.

IV

En conclusion tous ces sujets renvoient à une réflexion essentielle pour le mouvement syndical en général et la CGT en particulier : à savoir comment agir efficacement pour la paix et la solidarité internationale!

Le cas de la Syrie est de ce point de vue exemplaire pour ceux qui considèrent avec une fausse naïveté que c'est c'est Bachar el Assad le responsable de cette situation ! Quand en fait le problème n'est pas d'être pour ou contre Bachar El Assad mais de comprendre et donc expliquer les tenants et les aboutissants, en contribuant à élever la conscience des travailleurs quant aux enjeux véritables. C'est là une responsabilité essentielle du Mouvement syndical. Reste à le faire sans exclusive ni a priori en toute indépendance!

Il faut avoir pour cela les yeux grands ouverts, être lucides! Les djihadistes comme hier les mafieux albanais qui ont fait main basse sur le Kosovo ne sont pas de gentils rebelles. Ensuite on ne saurait se taire sur le fait que les USA, la France et la GB qui ne sont pas des états philanthropiques, ont une ambition dans cette région dont

dépend le renforcement d'Israël comme puissance régionale au détriment des droits des peuples arabes et en particulier du peuple Palestinien! L'objectif est de redessiner la carte du Proche Orient pour le compte des multinationales, des institutions financières ou des monarchies réactionnaires du Golfe Arabe. Enfin il est aussi de Contenir la Chine et la Russie, l'Iran qui sont des préoccupations constantes pour Washington.

Par conséquent le mouvement syndical a la responsabilité d'expliquer pour mieux mobiliser le monde du travail en faveur de la paix et de la solidarité internationale en travaillant sur le contenu de ses arguments. Le fait il ? Poser la question c'est y répondre !

Car quand je lis de la part de Bernadette Segol secrétaire générale de la CES « *qu'a priori la CES n'es pas contre les interventions militaires si elles peuvent permettre le règlement d'un conflit* » . Outre le fait qu'on n'a jamais vu un pays du Sud agresser et bombarder un pays du Nord. Il faut rappeler que depuis la deuxième guerre mondiale et jusqu'en 2003 les USA ont bombardé 23 pays certains plusieurs fois comme la Chine (4 fois), l'Irak, la Corée mais encore le Panama, la Grenade, Cuba, l'Indonésie, la Libye, le Congo, l'Afghanistan, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, le Guatemala, le Pérou, le Salvador, le Nicaragua, le Soudan, la Yougoslavie et aimerait le faire en Syrie ! Dans combien de pays cela a contribué à régler des conflits : aucun !

Cette position scandaleuse non sans connotation raciste, laisse entendre que les pays du 1/3 monde étant incapable de se diriger eux mêmes et de protéger leurs citoyens il serait légitime de s'ingérer dans leurs propres affaires. C'est a peine plus sophistiqué mais beaucoup plus hypocrite que ce qu'on laissait entendre à l'époque de la guerre du Rif ! Une question alors se pose quant à cette position des dirigeants de la CES et de la CSI, est elle également celle de la CGT qui est affiliée à ces deux organisations ? Si ce n'est pas le cas quelle interpellation publique de Bernadette Segol envisage t'elle? C'est là aussi un problème d'indépendance syndicale. Ne rien dire, ne rien faire serait lourd de signification et renverrait à des débats et des comportements passés. Mais il est vrai comme on le dit que « *L'histoire ne se répète pas, elle bégaie* »

Voilà pourquoi si tout est discutable et donc est négociable, une chose ne l'est pas ce sont les principes, on ne négocie jamais ses principes, au risque de voir son identité s'affadir. Cela n'est pas contradictoire avec le besoin de changer, d'évoluer, de tenir compte de ce qui change autour de nous et de ce que l'on contribue à faire changer!

Dans une situation radicalement nouvelle tout montre que le mouvement syndical est confronté à des responsabilités internationales inédites, et à des enjeux tout à fait considérables. Ces derniers sont en relation avec le devenir même de l'humanité.

Dans la mesure où le syndicalisme comme c'est le cas, n'est pas en capacité, de monter au niveau requis sa riposte, son action, ses propositions toute idée de perspective, d'alternative est handicapé, a fortiori parce qu'il s'agit : du rôle et de la place des travailleurs dans un monde sans guerre. En fait si il en est ainsi c'est parce que le syndicalisme mais aussi les partis politiques issus du mouvement ouvrier sont confronté à une crise profonde, d'efficacité, de crédibilité, de représentation par rapport au monde du travail en général et tout particulièrement des jeunes.

Nous vivons une situation par certains cotés, paradoxale : le syndicalisme international est en crise, et dans le même temps, jamais l'exigence de solidarité internationale, d'internationalisme, de paix n'a été si forte ! Cette situation contradictoire tient beaucoup au fait que les syndicats des pays riches qui ont dirigé et dirigent encore le mouvement syndical international sont, pour paraphraser Enrico Berlinguer, arrivés à un point d'épuisement de leur démarche et de leur vision du syndicalisme.

Ce syndicalisme là est comme nous pouvons le constater et sans aucune exception quasiment inaudible, assez déliquescents, marginalisant de ce fait les travailleurs et leurs intérêts. A contrario, on assiste depuis plusieurs années, en particulier en Amérique latine et en Asie, à des renouvellements et des résultats importants.

Le mouvement syndical y est au premier rang du combat pour l'indépendance et la souveraineté nationale ! Il l'est également pour un contrôle populaire à travers de véritables pouvoirs de décisions, et non comme au sein de l'Union Européenne à travers des droits de contrôle institutionnel qui sont en fait des hochets que l'on accorde aux travailleurs et à leurs syndicats.

Si certains, notamment dans le mouvement syndical européen, continuent avec arrogance à se considérer comme un modèle, ils devraient réfléchir avec humilité à leur bilan, et tirer les conséquences de leurs actes.

S'agit-il d'humaniser la mondialisation, de la réguler dans le cadre de ce que les employeurs décident ? Ou, au contraire, s'agit-il de contester les choix du Capital, mettre en question la propriété et les pouvoirs de décision, du lieu de travail jusqu'au niveau de l'État ?

Dans son combat pour la paix et la solidarité et la justice sociale il ne saurait y avoir de perspective pour le syndicalisme, a fortiori pour le syndicalisme de classe, sans s'en tenir à des règles et des principes, à des « fondamentaux » comme l'on dit !

Sans en toute circonstance une attitude résolue face au capital et aux projets impérialistes, sans une attitude fondée sur l'action coordonnée, articulée en permanence au plan professionnel et interprofessionnel, depuis l'entreprise jusqu'au niveau national et international. Aucune forme d'action ne saurait être privilégiée au détriment d'une autre. La négociation ne peut être que le résultat de l'action !

On ne saurait dissocier les objectifs les uns des autres quand c'est toute la politique du capital qu'il faut affronter! Nous n'existons pas « *pour aider un gouvernement de gauche à faire ou à revenir à une politique de gauche* », mais pour contribuer aux luttes des travailleurs ! Comment espérer influencer faire régresser les conflits et les tensions dans le monde, comment espérer voir les choses bouger dans les pays du Sud si nous n'agissons pas nous mêmes ici. La meilleure solidarité internationale est celle qui repose d'abord sur l'action dans son propre pays!

En fait, nous sommes entrés dans une période de clarification, une période nouvelle où il faut choisir, où, finalement, tout le monde est au pied du mur. Il fut une époque où le syndicalisme pouvait justifier sa légitimité en négociant "le grain à moudre".

Cette période est révolue, le Capital a, comme le disait Marx, tout noyé "dans les eaux glacées du calcul égoïste ". Alors de deux choses l'une, ou l'on admet que le capitalisme est un horizon indépassable, et il faut le dire, ou sinon, il faut savoir en tirer les conséquences pour confronter la logique et les choix de ce système inhumain.

La CGT a elle aussi à répondre à cette interpellation ! Parce qu'au vue de certaines positions cela n'a rien d'évident. En effet au plan international l'affiliation de la CGT à la CES puis à la CSI n'a t'elle pas contribué à son effacement et a délégué ses responsabilités à un syndicalisme dont les orientations sont étrangères aux idées et valeurs que l'on trouve dans l'histoire de la CGT ?

Cela ne se vérifie t'il pas à travers le champ de ses relations syndicales internationales sans doute parce que le contenu de certaines déclarations de la CGT ne sont pas sans soulever de légitimes interrogations ! Ainsi la déclaration du 5 décembre 2012 avec la FSU et Solidaires tout en ignorant l'ingérence de la France, de la Grande Bretagne et des USA comme des monarchies réactionnaires arabes, des djihadistes ou encore de l'OTAN en arrive à préconiser une intervention militaire au nom de l'ingérence humanitaire !

On voit ainsi à quoi aboutit le renoncement à des principes et une histoire sinon à se ranger du côté de l'idéologie dominante, et l'idéologie dominante comme disait Marx, "c'est l'idéologie de la classe dominante". Cela contribue à cette démobilisation et à l'attentisme au détriment de la solidarité internationale! Ainsi par exemple pendant près d'un demi siècle la CGT a entretenu des relations étroites avec les syndicats de cette région du monde : Syriens, Libanais, Palestiniens qu'en est il aujourd'hui, et quelles initiatives est elle prête à prendre ?

En toute indépendance il s'agit pour la CGT avec d'autres syndicats en Europe et dans le monde de construire et multiplier les réseaux, les contre-pouvoirs face aux institutions supranationales, aux institutions financières, aux puissances hégémoniques qui s'arrogent le droit de décider pour le monde y compris par la force. Il s'agit de se donner les moyens d'un vaste débat tout autant sur la stratégie que sur les contours qui devraient être ceux d'une société capable de mettre

l'ensemble des ressources productives du monde au service des besoins légitimes et des aspirations des travailleurs, et donc des habitants de la planète, à la paix à la solidarité et la coopération.

Ce qui est décisif et radical dans cette situation, c'est que l'internationalisme doit se concrétiser en termes d'engagements concrets, de comportements conséquents et, déjà, à partir des réalités nationales auxquelles nous sommes confrontés. Pour le dire clairement, il s'agit de se doter d'un programme et d'une pratique sociale effectivement internationaliste, de telle façon à affaiblir les positions du capital dans son propre pays pour prétendre avancer vers des succès globaux et continentaux. Cela suppose la lucidité, le refus de la facilité et du superficelle. Nul ne saurait échapper à tels exigences !

Dans cet esprit, la lutte pour la paix et donc la solidarité internationale devrait pour la CGT contribuer à la mise en mouvement des travailleurs et des peuples à la réalisation de leurs objectifs propres. Ce qui renvoie aux orientations, aux priorités, aux méthodes, aux moyens et aux formes d'organisations dont la CGT dispose, si l'on veut prétendre peser sur la politique mise en œuvre tant par les entreprises, les institutions que les gouvernements. La CGT est elle aujourd'hui capable de s'engager dans cette voie ?

Jaurès disait : « *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène.* » Il rappelait également que la nation est « *le seul bien des pauvres* ». La défense du cadre national reste plus que jamais une idée fondamentalement progressiste. Elle renvoie à la nécessité que le peuple décide de son avenir. C'est le combat qui a marqué la CGT, tout au long de son histoire, c'est par conséquent une responsabilité pour qu'il continue à en être ainsi!